

Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N° 119 - Juillet/Août 2003

Paix

LE PIRE N'EST PAS TOUJOURS CERTAIN

Le Soudan attend la paix. Les négociations continuent, le cessez-le-feu tient à peu près, les gens du Sud-Soudan ne sont pas bombardés et la communauté internationale s'intéresse toujours au processus. Tout cela semblerait pousser à un bel optimisme qui n'est pas partagé par la plupart des observateurs.

Le médiateur principal de l'IGAD, le général kenyan Sumbeiywo, a déclaré qu'après les discussions actuellement en cours, il ferait une proposition globale aux Parties, dans laquelle « elles pourront vivre » bien que chacune d'entre elles n'ait pas tout ce qu'elle voudrait. Il est à présumer qu'il la préparera avec les principaux observateurs, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Norvège. Quelles sont leurs positions?

Le Président Bush, selon *Africa Confidential* est confronté à deux formes de pression pour le Soudan. L'une vient des lobbies des droits de l'homme, anti-esclavagistes, noirs et chrétiens, [auquel on peut ajouter l'humanitaire USAID et le groupe de pression *International Crisis Group*, bien que son responsable Soudan fût naguère un membre de la Nomenklatura démocrate]. L'autre vient des anti-terroristes qui semblent écrasés par leur désir d'obtenir des renseignements. Nous en déduisons que le lobby anti-terroriste pousse à n'importe quelle paix. Telle est vraisemblablement l'attitude de la troisième forme de pression, le lobby pétrolier. Alan Goult, l'observateur britannique, est un arabisant, il a toujours été perçu comme pro-gouvernemental, mais quand il était ambassadeur au Soudan, il s'est souvent rendu au Sud. Lors de la réunion organisée par ECOS au parlement européen (*lire infra*), il a déclaré qu'il ne voulait pas faire pression sur les Parties de sorte qu'elles puissent se reconnaître dans la paix. Enfin la Norvège semblerait être plus favorable au Mouvement/Armée de Libération du Peuple Soudanais (M/ALPS).

La proposition de Sumbeiywo sera à prendre ou à laisser; toutefois les négociations concernant les arrangements sécuritaires et les trois régions contestées, seraient repoussées, ce qui n'empêcherait pas la signature du reste.

Le gouvernement soudanais a beaucoup de « lignes rouges » qu'il refuse de franchir, le statut de la capitale, les régions contestées et probablement le partage des richesses et une partie du partage du pouvoir. En se montrant suffisamment flexible sur d'autres questions, il poussera peut-être les médiateurs à soutenir sa position sur les points de non-compromission et toute la pression serait mise sur le M/ALPS au dernier moment. Si tel n'est pas le cas la perspective d'une rupture de dernière minute de la part du gouvernement ne peut être négligée.

Une ligne rouge pour le M/ALPS est peut-être une capitale islamique. Mais la ligne rouge absolue qu'il ne peut pas franchir, est l'existence de deux armées pendant la période intérimaire. Tous les Sudistes soutiennent ce point de vue, car seule une armée peut garantir la tenue du référendum d'auto-détermination. Le M/ALPS peut donc lui aussi rompre les pourparlers. Selon un analyste, les Américains soutiendraient cette position surtout s'ils l'interprétaient comme un problème de protection civile. N'oublions pas que le *Sudan Peace Act* existe toujours.

Il ne serait donc pas inutile que les médiateurs proposent un autre plan en cas d'échec du premier, qui pourrait garantir par exemple, une zone d'interdiction de vol et une force de déploiement rapide pour la protection des civils, jusqu'au temps indéterminé où les pourparlers seraient repris.

Mais le pire n'est pas toujours certain. Toutefois si la stratégie de l'IGAD réussit, les médiateurs auront autant de peine à mettre en oeuvre les accords qu'ils en auront eu à obtenir les signatures.

Bételgeuse

DERNIERE HEURE

Le gouvernement soudanais a refusé les propositions d'accord de paix faites par l'IGAD à qui il a demandé de revoir sa copie. Selon le conseiller pour la Paix de Khartoum, ces propositions cherchent « à diviser le Soudan, contrairement au cadre fixé à Machakos, elles sont injustes, contradictoires et impropres à servir de base de négociations...Elles placent le Sud-Soudan entièrement dans les mains du mouvement [M/ALPS], ignorant les autres groupes politiques et factions armées ». Khartoum a demandé à l'Egypte et à la Ligue arabe d'intervenir auprès de l'ALPS et de l'IGAD (AFP).

S O M M A I R E

Paix

- Le pire n'est pas toujours certain
Bételgeuse p. 1
- Les points en discussion au Kenya p. 6
- Les autres guerres du Soudan
International Crisis Group p. 6
- Interview
Représentant N-U au Soudan p. 7
- Les astuces du NIF
Africa Confidential p. 7
- Conférence de paix dans le Haut-Nil p. 5

Droits de l'homme

- Enseignement de l'arabe p. 2
- Nord p. 2
- Sud p. 2
- Réunion Ecos à Bruxelles, ses critères p. 3

Terrorisme

- Roman d'espionnage p. 5
- Future offensive américaine au Soudan ?
Stratfor p. 5

Darfour

p. 4

Pétrole et Economie

p. 4

Opérations militaires

p. 8

Ils ont dit...

p. 8

Brèves

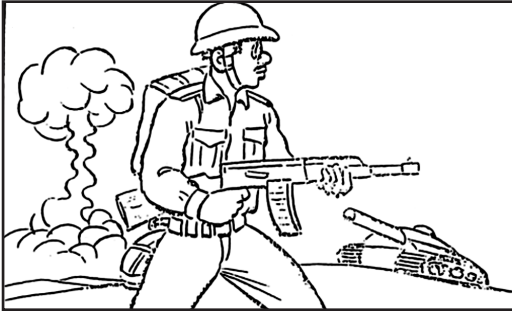
p. 8

Enseignement de l'arabe ou bourrage de crâne

Ces quelques images prises dans un manuel obligatoire d'enseignement de l'arabe, montrent le niveau de bourrage de crâne que subissent les élèves musulmans et non-musulmans.

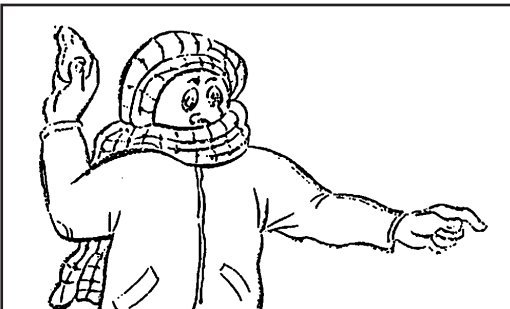
الجندى شجاع

Un soldat courageux



أخي طفل الحجارة

L'enfant qui lance des pierres est mon frère.



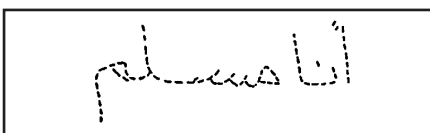
Leçon de langue
Ma nation

الخبرات اللغوية
وحدة وطنية



Sur la planche : Au nom de Dieu le compatissant
Lis au nom de Dieu qui créa.

Je suis un musulman



NORD

Presse: Les éditions du quotidien indépendant *Al-Sahafa* ont été confisquées par les forces de sécurité, en entier le 28 juin et en partie le 29 juin. Il semble que ce soit à la suite d'un article publié quelques jours avant à propos du coup d'Etat qui amena le présent régime au pouvoir. L'auteur, Salah ed Din Awooda fut convoqué à la sécurité et averti de ne pas critiquer le gouvernement. Quelques jours après, les forces de sécurité ordonnèrent au journal de supprimer une page contenant trois articles écrits par El Haj Warraq, un des directeurs du journal, Adil el Baz, son rédacteur en chef et l'une des filles de Sadiq el Mahdi. Après que la page ait été supprimée, la sécurité saisit 16 000 exemplaires d'une partie du journal.

Les éditeurs de journaux se plaignent souvent que les forces de sécurité attendent que le journal soit publié pour saisir des copies afin d'imposer un fardeau financier supplémentaire aux journaux.

Faisal el Bagir, correspondant de *Reporters sans frontières* avait été arrêté et interrogé par les forces de sécurité pendant 2 heures le 8 juin sur ses activités de journaliste, de militant des droits de l'homme et ses opinions politiques (Amnesty International 02 07).

Arrestations politiques Quarante-cinq leaders politiques de l'opposition, dont El Haj Warraq du groupe HAQ (laïc) et Sid Ahmed Hussein, ancien ministre de l'Intérieur DUP, ont été arrêtés par trente hommes des forces de Sécurité alors qu'ils étaient réunis chez Ghazzi Suleiman qui est à la tête du Front des Forces Démocratiques et du Groupe Soudanais des Droits de l'homme. On les a emmenés aux bureaux des forces de sécurité, leurs noms furent enregistrés et ils furent tous avisés de se tenir éloignés de toute activité anti-gouvernementale (AFP 19 06). L'avocat Ghazzi Suleiman a été arrêté le 2 juillet. C'était juste avant une conférence de presse qui devait être tenue dans ses bureaux par les partis de l'opposition du Nord. Le but de la conférence était de dévoiler la « Déclaration de Khartoum » qui soutient les pourparlers de paix, la fin du pouvoir d'un parti unique, et la « Déclaration du Caire » qui appelle à ce que Khartoum soit une capitale laïque (AFP 02 07).

Le 6 juillet quatre autres personnes ont été arrêtées pour avoir aidé à préparer la « Déclaration de Khartoum », Ibrahim el Sheikh, Abdel Qayum Awad, hommes d'affaires et membres du parti du Congrès National, ainsi que le journaliste Azhari el Ha et Mohammed el Hafez, militant des droits de l'homme (AFP 06 07).

Les forces de sécurité ont arrêté el Hadi Tanur, originaire de l'Etat du Nil Bleu Central après qu'il ait rencontré le général Sumbeiywo, le chef médiateur à Machakos. Il est détenu au secret depuis le 16 juin. Amnesty International se fait du souci pour lui (AFP 20 06).

- Les forces de sécurité ont fermé les bureaux de l'association de femmes *Ruayya* à Khartoum (Organisation Mondiale contre la Torture, 09 06).

SUD

- Selon l'organisation suisse *Global Internally Displaced Persons Project* plus d'un demi-million de personnes ont été obligées de fuir les régions pétrolières depuis le début du processus de paix de Machakos (Cité par Africa Confidential du 28 06).

- Des combats entre des réfugiés soudanais du camp de Kakuma au Kenya, près de Lokichoggio, centre de distribution de nourriture pour le Sud-Soudan des Nations-Unies, et des hommes de la tribu locale Turkana ont forcé les Nations-Unies à suspendre leurs opérations d'aide au Sud-Soudan (AFP 25 06).

- Une conférence à Mabil, Sud-Soudan, a réuni, outre le MLPS, l'UNICEF, le Comité (officiel) pour l'Eradication des Enlèvements de Femmes et d'Enfants (CEAWC), *Save the Children Fund*, le *Rift Valley Institute* (qui a fait une étude nominative sur les esclaves enlevés au Bahr el Ghazal, cf. VS n°118), l'*International Rescue Committee* et pour la première fois *Christian Solidarity International*. La conférence avait pour thèmes principaux, la localisation des esclaves, la facilitation des contacts avec (suite page 3)

Réunion d'ECOS au Parlement européen

CRITERES

pour le dialogue Union Européenne/Gouvernement soudanais

On se souvient qu'ECOS est un groupe de 80 associations européennes, dont Vigilance Soudan, qui s'intéressent au Soudan. Nous nous sommes réunis le 24 juin au parlement européen et avons quelque peu critiqué la politique de l'Union Européenne. Egbert Wesselink a souligné que le Parlement européen avait demandé à la Commission l'an dernier de lui présenter un rapport sur l'implication des sociétés européennes dans les violations des droits de l'homme en zone pétrolière, elle s'est abstenue de le faire. Il a décrit les tentatives de l'UE pour dissuader ECOS de réclamer le boycott des investissements pétroliers européens, lui conseillant de s'intéresser aux firmes asiatiques. Lors de la réunion, le Représentant de la Commission a déclaré qu'aucune société européenne n'était impliquée dans le pétrole au Soudan. Et Ecos de rappeler Lundin qui ne cherche à vendre qu'une part de ses biens, et la société autrichienne OMV bien qu'elle tente de revendre ses biens à l'indien ONGC. Alan Gouly, observateur du gouvernement britannique aux pourparlers de paix, a lui-même reconnu que les revenus pétroliers ont financé la guerre.

Le dialogue Union européenne/ Gouvernement soudanais a été évoqué. Il date de 1999 et comporte un certain nombre de critères liés à l'article 8 de l'accord de Cotonou qui réclame « un dialogue régulier, équilibré et approfondi...menant aux engagements des deux côtés ». Le dialogue est requis pour « une estimation régulière des développements concernant le respect des droits de l'homme, les principes démocratiques, le règne de la loi et la bonne gouvernance » dont l'application permettrait la reprise des avantages liés aux traités de Lomé /Cotonou.

Toutefois, ni ces critères, ni leur degré d'application, n'ont jamais été rendus publics. Il serait important qu'ils le soient. On ne saurait demander la transparence au gouvernement soudanais sans la pratiquer.

La note qui a été présentée et qui suit, suggère donc un certain nombre d'indicateurs des critères facilement mesurables; elle comprend également une section concernant le processus de paix. Comme l'UE a aussi ouvert un dialogue avec le M/ALPS, les principes sous-tendant ces critères et indicateurs devraient être utilisés dans le processus en préparation d'un accord de paix dont le résultat serait l'inclusion du M/ALPS dans le gouvernement provisoire.

Indicateurs

1. Processus de Paix

- Le plein engagement du gouvernement du Soudan au processus de paix sur la base de la Déclaration de Principes de l'IGAD, incluant le droit à l'autodétermination et la liberté de religion.
- Ne plus cibler la population et les installations civiles que ce soit par les bombardements, l'action militaire ou autre, par des unités de l'armée soudanaise ou par des milices soutenues par le gouvernement.
- Accès inconditionnel, non entravé et sûr à toutes les régions du Soudan pour les organisations d'aide humanitaire.
- Les revenus générés par l'exploitation des ressources naturelles, y compris le pétrole, sont utilisés de manière transparente et exclusivement pour le développement pacifique du pays.
- Le prolongement du Mémoire d'Entente du 15 11 02 et de l'Addendum, daté du 05 02 03 sur la cessation des hostilités si un accord de paix n'a pas été conclu.

2. Démocratie, bonne gouvernance et règne de la loi

- Une nouvelle Constitution sur laquelle un accord soit obtenu par un processus démocratique et transparent, incluant tous les groupes politiques d'opposition principaux ainsi que les organisations de la société civile, Constitution qui incorpore les obligations juridiques internationales du Soudan, garantisse pleinement les droits de son peuple d'après le droit international et permette à tous les habitants du Soudan de jouir de leurs droits sociaux, économiques et culturels.
- Séparation formelle et réelle des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

- Un processus clair et une limite de temps astreignante mis en place pour satisfaire les légitimes aspirations des peuples des régions marginalisées, spécialement les Monts Nouba, les régions Funj et d'Abyei.
- L'établissement de structures de gouvernement qui garantisse et assure la jouissance des pleins droits civils et politiques à toutes les parties de la population.

3. Respect des Droits de l'homme

- Active promotion et respect de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, des Conventions Internationales sur les Droits Economiques, Sociaux et Culturels, Civils et Politiques, et les Libertés fondamentales, y compris les droits à la liberté d'expression et à la liberté de la presse.
- Active promotion et respect du Droit International Humanitaire et des Conventions de Genève.
- Création d'un environnement pour tous les habitants du Soudan les rendant capables de mettre en oeuvre leurs droits civils et politiques par l'établissement d'une Commission des Droits de l'Homme indépendante aux ressources convenables et fonctionnant pleinement.
- Accès inconditionnel, non entravé et sûr à toutes les régions du Soudan pour les organisations des droits de l'homme tant des Nations-Unies que non-gouvernementales, pour la recherche, la surveillance et la prise de conscience par les citoyens.
- Plein respect pour les principes directeurs du Déplacement Interne, y compris la facilité de retour volontaire à leur lieu d'origine, pour tous les réfugiés et les Personnes Déplacées qui le désirent, en consultation avec des organisations internationales et avec celles de la société civile.

Traduction Vigilance Soudan

(suite de la page 2 : Sud)

leurs famille, leur réunification, et le soutien à leur réintégration. Dans une première opération de rapatriement soutenue par UNICEF depuis un an, 62 esclaves libérés ont été transportés par avion au Sud-Soudan. Depuis la création du CEAWC en 1999, l'UNICEF n'a libéré que 200 esclaves (CSI 30 06).

- A la suite d'une poussée de fièvre jaune dans l'Est

Equatoria, les Nations-Unies et leurs partenaires veulent vacciner un demi-million de personnes dans les régions tenues par l'ALPS et le gouvernement (IRIN 20 06).

- Une nouvelle ONG, World Vision International, s'affole, après ACF et MSF du taux de malnutrition au Bahr el Ghazal (IRIN 09 07).

PÉTROLE ET ÉCONOMIE

- Ouverture à Khartoum d'une Cour de justice par le Marché Commun des Pays de l'Afrique Orientale et Méridionale la COMESA (dpa 20 06).

- Le Pétrolier Pétrodar, qui oeuvre dans le Haut Nil Est, est opéré par les Chinois. La Société malaise Petronas a acquis la participation de la société qatar, Gulf Petroleum Company. Les autres propriétaires, pour un montant d'environ 10% sont la société gouvernementale Sudapet et une autre société soudanaise Al-Thani. Pétrodar a foré des puits dans les blocks 3 et 7, faisant au moins deux découvertes dans le block 7 (Reeves, Energy Intelligence). Le ministre soudanais de l'énergie et des mines a annoncé que la production de pétrole dépassera 0,5 millions de barils/ jour à la fin 2004 (AFP, 09 07).

- ONGC Videsh vend à la Chine sa part de pétrole provenant du Soudan qui s'élève à un million de barils de brut. Les cargos des deux mois précédents furent livrés aux raffineries de Mangalore dans lesquelles ONGC Videsh a 51% de participation (The Telegraph, India 11 06).

- Selon le Ministre de l'Irrigation, le gouvernement soudanais a commencé à reloger 120 familles de villageois de Marawi au Nord [probablement des familles étendues] à El Mutakil, ce qui sera terminé fin juin et permettra aux travaux de construction du barrage de la 4ème cataracte de commencer immédiatement. De même source, les villageois ont reçu une compensation totale de 1,6 millions de dollars. Les coûts de construction s'élèveront à 1,6 milliard de dollars financés surtout par des crédits du Golfe. Les travaux s'achèveront en 2007. Le barrage aura 10 kilomètres de longueur, 6 mètres de hauteur, et une capacité de 1 250 mégawatts. Le gouvernement a signé un contrat avec un consortium chinois dirigé par l'International Water & Engineering (DPA 23 06).

- Les autorités locales des Monts Nouba développent un plan pour construire 22 petits barrages pendant les deux années à venir, pour améliorer l'accès à l'eau. Deux sont déjà en construction.

- L'Éthiopie, le Soudan et la Turquie examinent le financement d'un projet de chemin de fer de 2000 kilomètres, reliant Port-Soudan à la ville de Moyale en Éthiopie sur la frontière kenyane. L'étude de faisabilité faite par une société chinoise, évalue les coûts entre 1,42 et 1,58 milliards de dollars (DPA 29 06 02 07).

- Des fermiers soudanais proches de la frontière éthiopienne ont pressé le gouvernement soudanais d'accélérer la démarcation des frontières avec l'Éthiopie. Il y a 7 ans, ce pays a saisi 300 000 hectares de bonne terre (AFP 15 06).

- Un bateau d'aide humanitaire provenant essentiellement des Etats-Unis a été retenu à Port-Soudan une dizaine de jours pour contenir de la nourriture OGM, interdite au Soudan. Après que les Etats-Unis aient menacé de donner le chargement à l'Éthiopie et que les Nations-Unies aient déclaré ignorer si la nourriture contenait des OGM, Khartoum a autorisé l'entrée des marchandises et reverra sa politique dans les trois mois (AFP 14 06, IRIN 17 06).

- Béchir a annoncé que son gouvernement importerait 300 000 uniformes de Chine pour les étudiantes à l'université et dans les instituts supérieurs. Il donnera 21 000 dollars et le prix des uniformes sera d'environ 6 dollars. L'uniforme comprend une jupe, une blouse et un foulard brun (dpa 21 06).

DARFOUR

L'interview du ministre des Affaires Etrangères Mustafa Ismail accordée au journal indépendant Al-Ayam avait semblé montrer un changement dans la politique du gouvernement : «Le problème du Darfour peut être résolu politiquement plutôt que militairement. Nous appelons sincèrement les gens du Darfour à déposer les armes, à le dire à voix haute et à dialoguer...Le problème du Darfour est né du besoin de développement de la région...Le gouvernement a préparé des programmes de développement qui ont besoin de financement national et international et le Darfour est sur la liste des régions candidates à des projets de développement après que la paix soit venue au Soudan ». Jusqu'alors le gouvernement avait refusé de reconnaître des motivations politiques à la rébellion au Darfour, blâmant des groupes criminels et des hors-la-loi. Il est à noter que le Ministre demande d'abord de déposer les armes en échange d'une promesse éventuelle. Mais une hirondelle ne fait pas le printemps et Khartoum est divisé sur la réponse à apporter.

Alors que les rebelles viennent d'annoncer avoir pris la garnison de Tinné, tuant 250 soldats gouvernementaux, Khartoum est incapable de se concentrer sur les problèmes de développement avec la constance que cela requiert. Aussi semble-t-il que la solution militaire prévaudra. Mais l'armée sera incapable de défaire les rebelles et tout excès perpétré n'apportera que l'escalade de la violence. Les arrestations d'étudiants et de militants furent intensifiées les deux derniers mois. Les besoins humanitaires ne feront que grandir tant que le conflit continue.

La *Sudan Liberation Army* (rebelle) essaie de se débrouiller avec l'énorme afflux de recrues dans ses nombreux camps. Etant purement africaine, elle a des problèmes politiques, établir de bonnes relations avec des leaders du Darfour à l'étranger qui n'ont pas confiance en elle, et essayer de s'arranger avec l'Alliance Arabe du Darfour qui s'est traditionnellement tournée vers Khartoum pour avoir son soutien, mais qui partage les mêmes griefs sur l'abandon de la région.

Le 12 juin, 9 hommes ont été condamnés à mort par la Cour spéciale de Kass au Sud Darfour. Ces hommes, tous des arabes, ont été condamnés pour avoir participé avec 150 à 200 hommes à l'attaque du village africain Four d'Alibya. Ils ont tous dit qu'ils se trouvaient à Kass ce jour là. Parmi les 18 témoins de l'accusation, aucun n'a pu dire que les accusés avaient participé à l'attaque (Amnesty International 02 07). Cette affaire donne à penser que le gouvernement a voulu calmer les esprits des Africains du Darfour en rébellion, en évitant d'inculper les vrais responsables.

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

TERRORISME

Roman d'espionnage Un bateau destiné au Soudan, véritable bombe atomique

Future Offensive Américaine au Soudan ?

Stratfor

Un navire, le *Baltic Sky*, se promenait depuis six semaines en Méditerranée. Venu d'Albanie le 27 avril, il se rendit à Gabès en Tunisie le 12 mai, où il était chargé, puis se montra à Istamboul le 22 mai, dit en partant qu'il allait à Suez, a été vu dans les eaux au Nord de la Turquie le 2 juin, puis dans les eaux maritimes grecques où il fut arrêté le 22 juin. Ses allées et venues avaient attiré l'attention de la branche anti-terroriste de l'Otan, l'*Operation active endeavour*, chargée de surveiller la Méditerranée depuis le 11 septembre ; sa liste noire comporte 50 bateaux, mais pas le *Baltic*. De quel Etat vient la première nouvelle de ces curieuses errances ? D'un Etat du Sud de la Méditerranée ; on n'en sait pas plus.

Le cargo fut arraisonné par la marine grecque avec des hommes grenouilles et des commandos spéciaux, et conduit au tout petit port grec de Plattiyali à 235 kilomètres au nord-ouest d'Athènes. Le navire, battant pavillon des Comores, enregistré par une société appelée Alpha Sipping Inc. (mais pas légalement selon les autorités grecques), et loué à une société chypriote Aegeas Navigation Ltd, a 37 ans. O! surprise il contenait 680 tonnes d'explosifs à base de nitrate d'ammonium et de TNT ainsi que 8000 détonateurs. Les Grecs déclarèrent que ce bateau était une véritable bombe atomique et que la quantité de TNT correspondait à ce que possédait l'armée grecque (450 palettes). Le chargement était destiné à une société à Khartoum, dont les Grecs dirent dans un premier temps qu'elle n'existait pas. Elle existe, mais seulement depuis novembre 2002. Son nom n'est pas *Integrated Chemicals and Development* mais *Mutakamila Company for Chemicals and Development Ltd*. Le marchand d'explosifs tunisien, SOTEMU, dit que le *Baltic Sky* avait été chargé le 11 et 12 mai et que le 13 mai il partait à Port-Soudan. Il se rendit au contraire dans la Mer Noire. Le propriétaire du bateau basé à Istamboul (où il changea d'équipage) menaça de confisquer le cargo et de le revendre si la compagnie ne payait pas une somme supplémentaire, (35000 dollars semble-t-il). La société tunisienne porta plainte. Si le bateau courait la Méditerranée, c'était dans l'attente du paiement de cette somme.

Les Grecs mirent en examen les sept membres de l'équipage, cinq Ukrainiens et deux Azeri, qui avait pénétré dans les eaux grecques sans prévenir 24 heures à l'avance qu'ils transportait des explosifs, comme le prévoient les règlements. Ils doivent être jugés pour possession et transport de matériel explosif et risquent de 5 à 20 ans de prison selon la quantité d'explosif et les circonstances. Le capitaine déclara qu'il devait remettre le chargement « quelque part dans la mer Ionienne » ce qui n'est pas réaliste, selon le ministre grec des Affaires Maritimes, on ne peut faire ce transfert en mer ».

Pendant ce temps, le gouvernement soudanais disait qu'il avait autorisé la transaction, et réclamait avec acerbité l'arrivée du chargement à Port-Soudan. Selon le directeur de la société soudanaise, « l'équipage s'est volontairement rendu aux Grecs » et les explosifs sont à usage industriel pour les usines de ciment, les sociétés de construction de routes, les mines et l'industrie pétrolière.

On n'utilise pas d'explosifs dans l'industrie pétrolière. Les Grecs répliquèrent que le chargement était trop important pour un usage civil. « On pourrait penser que cette affaire est liée au terrorisme » avait dit le ministre grec des Affaires Maritimes.

Le syndicat International des travailleurs du transport, basé à Londres déclara : « C'est trop tôt pour savoir si c'était illégal... Les forces navales ont fait ce qu'elles avaient à faire en enquêtant sur un bateau dont le seul drapeau envoie des signaux d'alarme.

Affaire à suivre.

Des sources du Pentagone nous disent que l'armée américaine se prépare à une opération au Soudan. La base la plus probable serait Djibouti qui abrite depuis mai la *Combined Joint Task Force-Horn of Africa*, comprenant environ 1 500 hommes, responsable du contre-terrorisme dans l'Est de l'Afrique et au Yemen.

Le Soudan a bien fourni quelques informations sur le terrorisme à Washington, mais il est très sous-développé et a beaucoup d'endroits inaccessibles qui conviendraient pour des camps d'entraînement. De plus Al Qaida a des liens anciens avec des factions du gouvernement et Usama ben Laden a vécu dans le pays et y a dépensé des fortunes à construire des routes et autres infrastructures pour y faciliter les opérations de son groupe.

Or l'affaire du *Baltic Sky*, jointe aux écoutes américaines de suspects de terrorisme dont un certain Sakr (en arabe faucon) basé au Soudan, qui parlait d'attaques au Texas pendant les vacances du 4 juillet, furent reliées à l'extradition en Arabie Saoudite par le Soudan de 17 Saoudiens et d'un Palestinien (Cf. VS n°118) en cours d'entraînement militaire non autorisé. Le Pentagone penserait que l'Arabie Saoudite ne s'intéresserait pas à des militants expatriés qui ne seraient pas liés à Al Qaida dont un des buts est de renverser la famille royale saoudienne. Enfin, quoiqu'il n'en ait pas la moindre preuve, le Pentagone pense que la rébellion du Darfour pourrait être au moins tacitement encouragée par des militants d'Al Qaida.

La première visite en Afrique du Président Bush en juillet a compris l'Ouganda. Le Président ougandais Museveni est un astucieux joueur géopolitique qui a manipulé à son avantage des conflits au Rwanda, en République Démocratique du Congo, en République Centrafricaine et au Soudan. Il aura cherché à faire faire marche arrière à toute coopération entre Khartoum et Washington car cela fortifiera la dépendance des Etats-Unis à son égard et donc le soutien américain à son gouvernement. Khartoum aura vu la visite de Bush à Kampala comme une menace directe. [Toutefois le fait que les États-Unis n'aient pas trouvé d'armes de destruction massive chez Saddam Hussein, l'allié de Khartoum, aura pu soulager quelque peu ses craintes].

Que Khartoum ne hurle pas contre une opération anti-terroriste imminente sur son sol par les Etats-Unis et leurs alliés, suggère que le Soudan travaille avec Washington à cet égard. Cependant permettre une opération n'est pas la même chose que l'encourager - et cela devrait faire toute la différence pour les chances de succès d'une telle opération.

Traduction Vigilance Soudan

Conférence de Paix dans le Haut-Nil

Y participaient des délégués des différentes factions politiques et militaires résident en zone rebelle, le gouvernement, la société civile, la diaspora, les chefs tribaux, le corps diplomatique, des ONG, et l'Equipe de Surveillance de la Protection Civile (CPMT). La conférence a identifié les causes des conflits locaux : la compétition entre les élites politiques et militaires, la compétition sur les ressources naturelles, l'enlèvement d'enfants, les vols de bétail, le déplacement des enfants dû à la guerre, et l'érosion d'une autorité étatique. « Les peuples du Haut-Nil veulent un retour aux relations harmonieuses entre les communautés » a dit le communiqué final.

LES POINTS EN DISCUSSION AU KENYA

Les pourparlers de paix ont repris le 6 juillet. Six points restent toujours en suspens.

Le statut de la capitale nationale : Le M/ALPS souhaite qu'elle soit laïque au moins dans la partie où se trouve le gouvernement central. Les sudistes de tous les partis ne veulent pas vivre dans un Etat islamique ; les parlementaires, membres du gouvernement et autres sudistes doivent se sentir libres à Khartoum. Les partis musulmans d'opposition du Nord, l'Umma, le DUP, et même le parti de Tourabi soutiennent ce point de vue. Seul, le gouvernement soudanais répond que cette question a déjà été décidée à Machakos quand il fut dit que le Sud serait laïque et le Nord islamiste. De plus, a déclaré Béchir le 18 juin : « *Khartoum ne redeviendra jamais une capitale laïque, nous avons été contraints de faire le coup d'Etat du 30 juin [1989] du fait d'un complot contre la sharia et des efforts engagés pour l'abroger* ». C'est la première fois que Béchir s'explique ainsi sur le coup d'Etat, et le complot était un processus de paix fort avancé qui aurait évité 14 ans de guerre au Soudan. Enfin, une *fatwa*, édit religieux sûrement télé-guidé, a déclaré que les communistes, socialistes et autres tenants d'une loi non-islamique, sont des apostats qui méritent d'être tués. Cette *fatwa* a été signée par 14 savants éminents dont deux professeurs d'université. Entre la paix et un islam radical, Khartoum choisit l'islam radical.

Le partage du pouvoir : Un premier point de désaccord concerne la présidence. Tandis que le M/ALPS demande une présidence tournante, les trois premières années avec Béchir comme Président et Garang comme vice-Président, les trois années suivantes avec Garang comme Président et Béchir comme vice-Président, Khartoum n'offre au M/ALPS qu'une seconde vice-présidence, titre sans pouvoir, traditionnellement accordé à un sudiste. Un autre problème concerne le pourcentage de sudistes dans les institutions nationales. Disant représenter aussi les trois régions marginalisées (Nouba, Funj, Abyei), le M/ALPS réclame 40% de tous les ministères, y compris l'Intérieur, les Affaires Etrangères, la Justice, l'Economie et le Pétrole, ordinairement jamais confiés à des sudistes.

Le partage des richesses : Le contentieux provient d'opinions divergentes sur la propriété de la terre. Pour le Nord toute terre appartient à l'Etat sauf titre clair, pour le Sud la propriété de la terre est communale, sauf titre clair. Cela amène les habitants des régions pétrolières qui ont particulièrement souffert, à réclamer la propriété du pétrole. Le M/ALPS a demandé d'abord 80% des revenus pétroliers, citant comme raisons la propriété de la terre et le besoin de développement du Sud, il a composé à 60%. Des analystes pensent qu'il accepterait 50%. Mais Khartoum a offert 5% puis 10%, disant que la reconstruction du Sud était sa responsabilité. Le général Sumbeiywo a déclaré à des journalistes que 10% étaient mieux que rien, ce que le Sud a maintenant, et que l'affaire pourrait être renégociée après la paix, une attitude extraordinaire venant d'un médiateur neutre. Ce qui n'est pas clair est ce qui se passerait si le Sud votait pour l'indépendance lors du référendum d'auto-détermination. Il semblerait normal que les pétroliers renégocient leurs contrats avec la nouvelle puissance.

Un autre point concerne le statut des banques, actuellement toutes islamiques, sauf une banque sise dans le Sud à Yambio en zone M/ALPS. Ce dernier composerait avec l'établissement d'une banque centrale pour le Sud-Soudan ayant sa propre monnaie.

La sécurité : Le M/ALPS demande deux armées séparées pendant la période intérimaire, le gouvernement se retirant au nord du 13^{ème} parallèle, l'ALPS au Sud du 12^{ème} parallèle avec une zone tampon entre les deux, les milices étant incorporées dans les deux armées. Le gouvernement demande une seule armée. Khartoum démantèlerait subrepticement ses milices alliées qui avaient signé l'accord de Khartoum de 1997 : cet accord qui fut inclus dans la constitution prévoyait deux armées pendant la période intérimaire précédant le référendum. Tous les Sudistes soutiennent de toutes leurs forces la position de l'ALPS ; ils se souviennent de la rupture des accords de paix d'Addis-Abeba de 1972, alors que les forces sudistes avaient été intégrées dans l'armée nationale, et n'ont confiance qu'en l'ALPS pour que le référendum d'auto-détermination ait bien lieu. Khartoum, avec toutes ses promesses affirme qu'il ne tolérera pas une sécession.

Les points à éclaircir : Le M/ALPS demande des éclaircissements sur la date du référendum d'auto-détermination et sur (suite p. 8)

LES AUTRES GUERRES DU SOUDAN

International Crisis Group

Les pourparlers de paix sont bipartites et ne tiennent pas compte de tous les conflits armés du pays, spécialement des rebellions qui datent de longtemps dans les « trois régions », Abyei, les Monts Nouba et le Nil Bleu Sud dans le Nord, ni du conflit armé plus récent au Darfour dans l'Ouest Soudan. Les mécontents de ces régions ont été regardés d'importance secondaire par rapport à ceux du Sud, mais ils doivent être pris en compte pour atteindre une paix durable. Pour ceux qui se sentent ignorés par le processus de paix de l'Autorité Intergouvernementale de Développement (IGAD), il existe un véritable potentiel de miner tout accord qui ne soit qu'entre le Gouvernement du Soudan et l'ALPS. Il revient donc à l'équipe de médiation de l'IGAD et aux observateurs internationaux de s'assurer que l'on s'occupe des griefs conduisant au conflit dans ces régions dans un accord de paix d'ensemble.

Les trois régions sont dans le Nord géographique mais ont combattu avec l'ALPS depuis le milieu des années 80. Une grande partie des tensions est nourrie par les mêmes facteurs qui ont conduit à la longue guerre au Sud-Soudan : un gouvernement central qui exploite les ressources locales, impose ses croyances religieuses et culturelles à des populations historiquement différentes, et oppose constamment les tribus locales et les groupes ethniques les uns aux autres pour des gains tactiques à brève échéance. Ces pratiques ont marginalisé beaucoup de communautés à travers le Soudan. Leur échec à obtenir des changements de manière pacifique les a conduites à intensifier le conflit pour attirer l'attention sur leurs problèmes avant qu'un accord ne soit signé.

La nouvelle rébellion armée au Darfour a choqué beaucoup de gens au Soudan. Les soucis des communautés de la région - en particulier les Four, Zaghawa, Massaleit et autres peuples africains du Soudan Occidental - reflètent non seulement la situation des trois régions et du Sud, mais aussi celle des Béja du Soudan oriental et des Nubiens du Nord Soudan. La réponse militaire massive dont menace le gouvernement au Darfour ferait une énorme quantité de victimes dans la population civile, tout en augmentant le ressentiment.

Jusqu'ici la stratégie générale de l'IGAD a été largement de se centrer sur la solution de la guerre civile soudanaise en termes Nord/Sud, ce qui a conduit au protocole de Machakos en juillet 2002 annonçant un référendum d'auto-détermination au Sud et la continuation de la *charia* au Nord. Cependant la poursuite des difficultés dans les trois régions et les violences récentes au Darfour montrent clairement que tout le Soudan a le même problème : la marginalisation des groupes et des régions périphériques par les gouvernements successifs de Khartoum. Le danger évident est que tant que ces groupes se sentiront marginalisés et que leurs opinions ne seront pas représentées au processus de paix de l'IGAD, la tension vers la violence sera irrésistible.

Les discussions sur les Trois Régions doivent être clairement liées au processus de l'IGAD et les intérêts des populations mécontentes conciliées. La violence au Darfour devrait faire l'objet d'une initiative séparée intense du gouvernement soudanais, fortement encouragé par la communauté internationale pour mettre fin aux hostilités et s'assurer que les problèmes soulevés sont aussi traités par le processus de l'IGAD

Traduction Vigilance Soudan

LES ASTUCES DU NIF

Africa Confidential

Le National Islamic Front [Congrès National, parti au pouvoir] sait que s'il manœuvre bien, les paramètres posés à Machakos ne seront pas remis en cause. Rares sont désormais ceux qui mentionnent la Déclaration de Principes qu'il avait signée en 1997 sous les auspices de l'IGAD, au sujet d'un processus de paix et de développement, dont les piliers, bien oubliés, étaient la séparation de l'Etat et de la religion. Il espère que rapidement, personne ne parlera plus de démocratie ou de droits de l'homme. Depuis le début des pourparlers de Machakos en juin 2002, il a réussi à convaincre ou à obtenir gain de cause sur les points suivants :

- *Présenter la guerre comme la seule problématique ;
- *Faire croire aux gens qu'une paix durable peut être établie sans démocratie ni droits de l'homme;
- *Massacrer des civils pour nettoyer les régions pétrolières du Haut-Nil;
- *Effectuer des bombardements aériens de civils dans le Darfour;
- *Se débarrasser du rapporteur spécial des Nations-unies pour les droits de l'homme, **Gerhart Baum** ;
- *Construire la route pétrolière du Haut-Nil Ouest dont il avait accepté d'arrêter les travaux dans le cadre du processus de Machakos;
- *Convaincre l'étranger qu'il ne veut que le pouvoir et l'argent, et non une révolution islamiste;
- *Convaincre l'extérieur qu'il est le seul à représenter le Soudan, les Soudanais et l'islam;
- *Convaincre les gens que son projet a échoué et que la paix est par conséquent inévitable;
- *Convaincre les Occidentaux qu'**Hassan el Turabi** ne défend plus la politique du NIF;
- *Faire oublier aux populations qu'il a proposé l'autodétermination du Sud (et même la sécession: *infisal*) en 1989 et l'accord de paix de Khartoum de 1997 ;
- *Transformer le débat sur la laïcité en un débat sur la capitale ou sur une partie de la capitale;
- *Etablir une équivalence morale à Machakos avec le M/ALPS beaucoup moins puissant ;
- *Prendre le contrôle de l'économie sous couvert de privatisations: selon nos informations, des centaines de sociétés du NIF partent en Indonésie et en Malaisie;
- *Convaincre le Fonds monétaire international et la Banque mondiale qu'il est sans argent alors qu'il a les revenus du pétrole nécessaires aux dépenses militaires; **Ishaq Diwan**, de la Banque s'enthousiasme pour un programme d'après guerre "à impact rapide".
- *Donner l'impression qu'il n'a pas voulu accueillir **Usama bin Laden** et *Al Qaida*, qui ne feraient pas partie de la même stratégie islamiste;
- *Faire des gestes de coopération anti-terroriste;
- *Confirmer la croyance de l'Egypte selon laquelle l'indépendance du Sud menacerait le Nil;
- *Convaincre le monde arabe que la guerre au Soudan est contre l'arabisme et l'islam.

INTERVIEW DU REPRESENTANT DES NATIONS-UNIES

MUKESH KAPILA

IRIN

Mukesh Kapila a été récemment nommé résident des Nations-Unies et coordinateur humanitaire. Il a parlé à IRIN des récents progrès dans l'accès à l'aide humanitaire à la suite des progrès dans les négociations de paix, et du potentiel des Nations-Unies pour aider à améliorer la vie des Soudanais, dans un contexte d'après-guerre.

Q. Quel est le rôle des Nations-Unies dans le processus de paix actuel?

R. Les Nations-Unies ont un statut d'observateur aux pourparlers de paix et donc aident les Parties à s'accorder. Un rôle spécial des Nations-unies et d'obtenir une paix durable. Nous avons offert notre soutien pour les aider au renforcement des structures et à remplir les attentes du peuple soudanais Nous aidons les deux côtés à s'y préparer, autrement la paix fragile sera minée et la confiance brisée.

Q. Quelle est votre évaluation d'ensemble pour les perspectives de paix?

R. Il y a de bonnes raisons pour un optimisme circonspect. Nous allons dans la bonne direction mais il ne faut pas se reposer sur nos lauriers. Si les attentes du Peuple soudanais ne sont pas satisfaites, une perspective existe de reprise des combats....

Q. Quel est le statut actuel de l'accès humanitaire?...

R. Nous avons un degré d'accès sans parallèle dans l'histoire des opérations des N.U. au Soudan. L'an dernier nous avons pu atteindre un million de personnes en plus. Depuis le 12 mai, 1000 tonnes de nourriture ont été transportées par bateau, et pour chaque tonne nous avons économisé 250 dollars en coûts d'opérations. On peut donc se servir de ces dollars pour aider d'autres gens....

Nous avons encore des difficultés à obtenir pour notre personnel national des permis de traversée des lignes de feu.

Q. Quels sont les plans des N-U pour aider le Soudan dans la période qui suivra immédiatement le conflit?

R. Les activités humanitaires qui ont fonctionné dans le cadre de l'OLS (Operation Lifeline Sudan) continueront. Nous nous attendons à apporter notre aide à plus de gens. Car l'accès à tous les gens dans le besoin a été difficile dans les régions coupées par le conflit.

Ensuite nous avons préparé un programme de paix à impact rapide car un accord de paix ne veut pas dire la paix. Ce programme comprendra la réhabilitation des infrastructures, la formation des enseignants et le développement des compétences techniques pour que les Soudanais puissent trouver un emploi. Cela veut aussi dire soutenir et développer les médias car la plupart des gens ne sont pas bien informés ou sont désinformés sur ce qui se passe. Nous avons besoin de créer dans les médias une influence positive pour une paix durable. Les activités à impact rapide comprendront aussi la restauration de l'administration publique dans les régions où elle a été absente. Parce que le Soudan a souffert pendant de nombreuses années de faim, de pauvreté, de destructions, et de sanctions, cela ne peut se faire en un jour. Mais pour que la paix réussisse, les Soudanais ont besoin de sentir son impact.

Les réseaux des N-U en place depuis de nombreuses années soutenus par les activités de l'OLS peuvent être transformés pour construire les besoins de la paix....

Q. Et si la paix n'arrive pas cette année?

R. J'en suis pour l'optimisme. Tôt ou tard la paix surviendra au Soudan. Je ne sais quand cela sera, mais quand elle arrivera nous serons là pour la rendre durable. N'oublions pas qu'une grande partie du Soudan est déjà en paix. Il est des choses que nous devons faire dès maintenant et nous commençons. Nous avons besoin de préparer les Soudanais à avoir des aptitudes techniques qu'ils puissent transmettre à d'autres. C'est une chose à faire maintenant.

Q. De quoi les Nations-Unies ont-elles besoin pour continuer à jouer un rôle dans le processus de paix et le développement dans l'après-guerre?

R. Nous apprécions beaucoup le soutien que les N-U ont reçu des Etats membres qui ont entretenu ses opérations pendant tant d'années.... Cette année les N-U ont demandé 270 millions de dollars pour le Soudan. Jusqu'à alors, à mi-année nous en avons reçu 30%. Il est demandé aux donateurs d'accélérer leurs règlements pour que les N-U puisse accomplir leurs programmes à temps.

Les donateurs pourraient aussi programmer leurs propres plans...

Traduction Vigilance Soudan

OPÉRATIONS MILITAIRES

- Béchir qui a toujours utilisé le territoire de Centrafrique pour prendre l'ALPS à revers, vient de livrer de l'armement au nouveau pouvoir à Bangui. En contre-partie, Khartoum compte organiser une contre-offensive à partir de l'aéroport centrafricain de Ndélé, au nord-est du pays pour mater la rébellion au Darfour (LOI 12 06).

- Le Soudan et l'Ouganda avaient repris leurs relations diplomatiques, rompues en 1995, car le Soudan accusait l'Ouganda de soutenir l'ALPS tandis que l'Ouganda accusait le Soudan de soutenir les rebelles de la Lord Resistance Army, la LRA, un groupe sous l'égide de Joseph Kony pratiquant l'enlèvement et la torture à grande échelle. Le Soudan a renouvelé un protocole autorisant l'armée ougandaise à poursuivre la LRA au Soudan pendant 5 mois, jusqu'au 31 08. Un membre de l'initiative de paix avec la LRA des leaders religieux Acholi (Ouganda) a déclaré avoir entendu d'anciens « prisonniers » de la LRA, en fait un major, un sergent et quatre autres membres de la LRA, parler de camions d'aide militaire livrés à Joseph Kony. Bien qu'au début de l'opération contre la LRA, cette dernière ait combattu féroce l'armée soudanaise, les choses semblent avoir changé depuis juillet 2002 où la LRA aurait aidé les troupes gouvernementales soudanaises à reprendre Torit.

Museveni, le président ougandais a déclaré que des combattants du réseau d'Al Qaida qui étaient au Soudan jusqu'à récemment, aidaient la LRA. Il ajouta que si l'Ouganda avait soutenu les Etats-Unis dans leur guerre en Irak, c'est « parce que nous savions que si Saddam Hussein avait des armes de destruction massive, le Soudan les aurait aussi ; ils sont alliés. Très proches ». Le ministre des affaires étrangères soudanais répliqua que si par de telles accusations le gouvernement ougandais voulait exercer des pressions sur le Soudan [afin qu'il combatte la LRA], il se trompait. Le ton monta, tout le monde s'échauffa, quand Museveni déclara que le Soudan n'avait pas commis l'irréparable, donner une base à la LRA sur son territoire. Le Soudan, se souvenant que Bush se rendait en Ouganda, accepta la venue d'une délégation ougandaise. Celle-ci vint avec un rapport de 60 pages, apportant des preuves, donnant des noms et demandant à Khartoum de punir sévèrement les coupables (The Monitor, Kampala 02 06, Xinhua 11 06, 21 06, AP 13 06, 15 06, New vision, Kampala 17 06, IRIN 19 06, AFP 20 06, 23 06, 05 07, , dpa 20 06, Reuter 05 07).

Cinq civils ougandais ont été tués par des membres de l'ALPS (Xinhua 15 06).

- Le Soudan a condamné six personnes à 10 ans de prison pour avoir essayé de faire passer en fraude aux rebelles du Darfour, un camion transportant 2500 balles de fusil et des uniformes militaires. Le camion a été arrêté à Omdurman, la ville jumelle de Khartoum (Reuter, 06 07).

- L'attaque et la capture d'Akobo le 6 juin par l'ALPS sur le SSLM (milice gouvernementale) fut décrite par l'ALPS comme une affaire locale, mais elle fut dirigée par les commandants ALPS Johnson Gony, Moses Chol Rit et Doyak Chol.

Les combats continuent dans le Haut-Nil Est dans la province de Nasir. Une milice pro-gouvernementale a capturé Mading. L'ALPS a contre-attaqué et l'a recapturée.

Khartoum enverrait huit barges de matériel militaire à Juba en contravention à l'addendum en date du 04 02 au memorandum d'entente signé avec l'ALPS (Reeves 07 07).

Ces violations du cessez-le-feu soulignent l'importance d'équipes de surveillance.

(suite de la p. 6 : LES POINTS EN DISCUSSION AU KENYA)

les électeurs, citant l'exemple du Sahara Occidental où le régime au pouvoir amena assez d'étrangers à la région pour obtenir le résultat voulu. Elle demande aussi des éclaircissements sur le gouvernement du Sud-Soudan pendant la période intérimaire. Elle demande encore des éclaircissements sur la constitution qu'elle veut changer alors que le gouvernement souhaite l'amender légèrement. Enfin Béchir a suggéré la tenue d'un référendum pendant la période pré-intérimaire pour sanctionner les accords de paix. Garang qui y voit un moyen pour trouver le référendum d'autodétermination inutile, dit que ce premier référendum ne pourrait avoir lieu dans le Sud chaotique, et donc qu'il serait néfaste.

Les régions marginalisées : Les débats se poursuivent avec les mêmes médiateurs, mais parallèlement. (Lire l'article de l'*International Crisis Group*)

Ils ont dit...

Sergio Vieira de Mello, haut-commissaire aux droits de l'Homme à Genève et représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU en Irak : « *Au Sud-Soudan j'ai rencontré le mal absolu, j'ai vécu de l'intérieur le cycle infernal de la guerre, des victimes et de l'aide humanitaire* » (La Croix, 21/22 06).

Béchir a déclaré lors d'un récent discours : « *Nous voulons une bannière proclamant que cette guerre est contre la charia et nous participerons tous au jihad afin que je puisse me laver des méfaits commis dans cette vie...contre d'autres* ». Il a décrit certains de ces méfaits : « *Nous étions répressifs et totalitaires, nous pratiquions couramment les arrestations, la flagellation et l'emprisonnement* », imputant ces faits à Tourabi qui partageait alors le pouvoir ainsi qu' à ses fidèles dont la plupart sont toujours au pouvoir, non seulement Béchir lui-même mais aussi par exemple Nafi'e Ali Nafi'e alors chef de la sécurité, aujourd'hui Ministre des Affaires Fédérales, (Cité par Africa Confidential 28 06). Cette déclaration est dangereuse pour la paix. Elle est mensongère. Dans aucun *Vigilance Soudan* nous n'avons cité plus d'arrestations politiques dont on peut craindre qu'elles aient été suivies de tortures, que dans notre dernier numéro.

Mohamed Dirdeiry, ambassadeur soudanais adjoint au Kenya, a nié que le gouvernement empêche les membres de la société civile de discuter du processus de paix (IRIN) : « *Ces accusations ne prennent pas en compte le fait que la commission des Nations-Unies pour les Droits de l'Homme ne compte plus le Soudan dans sa liste d'Etats sous surveillance* ». Sic

BREVES

- Abdallah el Tayeb, un savant renommé en arabe et études islamiques est mort le 19 juin à 82 ans.

El Tayeb a enseigné la littérature arabe dans plusieurs universités soudanaises, il fut professeur d'arabe à Fez, au Maroc, établit le centre d'études arabes et islamiques à l'université de Bayro, à Kano, au Nigéria, et fut un des membres les plus éminents de l'Académie de langue arabe, basée au Caire.

Pendant plus de trente ans des millions de Soudanais musulmans l'ont écouté interpréter le Coran sur Radio-Omdurman.

El Tayeb fit ses études à l'Université de Londres, à Gordon College et à l'université de Khartoum. Il avait publié plus de vingt ouvrages (AP 19 06).

Vigilance Soudan présente toutes ses condoléances à son épouse, Griselda.

- Un avion soudanais, un Boeing 737, s'est écrasé le 8 juillet peu après avoir décollé de Port-Soudan, alors qu'il se rendait à Khartoum, tuant 105 passagers dont des Français et 11 hommes d'équipage, épargnant un enfant de trois ans (08 07 AFP).

Le ministre des Affaires Etrangères soudanais, Mustafa Osman Ismail, a déclaré à des journalistes dans les coulisses du sommet de l'Union Africaine à Maputo, que l'avion s'était écrasé à cause des sanctions américaines, faute de pièces de rechange. « Cet avion n'avait pas été révisé depuis 5 ou 6 ans », a-t-il dit.

Un porte-parole du Département d'Etat a répondu que les sanctions contre le Soudan incluent des exemptions pour les pièces de rechange pour les avions civils (AFP 08 07).